

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 09/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETEC- MARON

ZI de la Martinerie
36130 Diors

Références : VAT20250432
Code AIOT : 0010012738

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement SETEC-MARON implanté Les terres des Gros et de l'Orme - La Croix de Saint-Abdon 36120 Mâron. L'inspection a été annoncée le 01/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEC- MARON
- Les terres des Gros et de l'Orme - La Croix de Saint-Abdon 36120 Mâron
- Code AIOT : 0010012738
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une ancienne carrière de calcaire exploitée à ciel ouvert, qui a été transformée en centre d'enfouissement de déchets inertes, situé en milieu agricole à 1km au Sud-Est du bourg de Mâron. Il est implanté aux lieux-dits "le Terre des Gros et de l'Orme" et "La Croix de Saint Abdon" sur le territoire de la commune.

L'arrêté préfectoral du 7 juin 2019 autorise l'entreprise SETEC à exploiter une installation de stockage de déchets inertes pour une durée de 20 ans, soit jusqu'au 7 juin 2039. La quantité moyenne de matériaux déposés annuellement sera de 22165 Tonnes. Les déchets proviennent principalement des chantiers de l'entreprise SETEC dans le bassin de Châteauroux : déchets de terrassement, de démolition, ainsi que d'entreprises extérieures...

Le site a été mis en service en septembre 2016 sous la responsabilité de M. Thierry DIVOIS agent affecté sur le site en permanence.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance de la qualité de l'air - Résultats	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	/	Demande d'action corrective	60 jours
4	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 1.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	60 jours
5	GEREP - Fiabilité des données	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	/	Demande d'action corrective	60 jours
8	Enregistrement des données de traçabilité des déchets	Décret du 25/03/2021, article 2.II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
14	Nature des installations	Code de l'environnement du 03/10/2025, article R.512-47	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	60 jours
17	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 16		prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Surveillance des émissions sonores : conditions de mesures	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 26	Susceptible de suites	Sans objet
6	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Susceptible de suites	Sans objet
7	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Susceptible de suites	Sans objet
9	Voies de circulation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Sans objet
10	Propreté	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	/	Sans objet
11	Réduction de l'impact sur l'environnement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Sans objet
12	Accès aux services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 11	/	Sans objet
13	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14	/	Sans objet
15	Moyens de lutte contre un	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 12	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	sinistre			
16	Eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 30	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de la qualité de l'air
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée. Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m2/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. [...]</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des</p>

mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. »
<p>Constats :</p> <p>Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que le contrôle des émissions de poussières n'avait pas été réalisé en 2022.</p> <p>Le 3 octobre 2025, l'exploitant a présenté le contrôle des émissions de poussières réalisé du 20 novembre au 4 décembre 2023 par SGS ainsi que le contrôle des émissions de poussières réalisé du 20 septembre au 4 octobre 2024.</p> <p>Conforme.</p> <p>Les prescriptions réglementaires rappelées par le 1er alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 novembre 2023 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Surveillance de la qualité de l'air - Résultats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air - Résultats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m²/jour en chacun des emplacements suivis.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats du contrôle des émissions de poussières du site réalisé du 20 septembre au 4 octobre 2024 par SGS.</p> <p>Ce contrôle a été effectué en trois points en limite de propriété du site. Les résultats obtenus sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - point 1 : 262 mg/m²/jour - point 2 : 42 mg/m²/jour - point 3 : 68 mg/m²/jour. <p>Le niveau de dépôts atmosphériques en limite de propriété au point 1 (entrée du site) est supérieur au niveau autorisé de dépôts atmosphériques fixé à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p> <p>L'exploitant a précisé que SGS était intervenu le 24 septembre 2025 pour la pose des jauges de collecte des données. Les résultats ne sont pas encore disponibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Surveillance des émissions sonores : conditions de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, périodicité et conditions des mesures de bruits
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'annexe du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zones à émergence réglementée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que la surveillance des émissions sonores avait été réalisée en juillet 2018. Aucune mesure des émissions sonores n'avait été effectuée depuis juillet 2018.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des mesures de niveaux sonores réalisées par SGS le 20 novembre 2023 en quatre points en limite de propriété du site et en un point en zone à émergence réglementée en période de jour, l'établissement n'ayant pas d'activité nocturne.</p> <p>L'ensemble des résultats des mesures est inférieur aux valeurs limites de bruit fixées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, quantité de déchets entrants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023

Prescription contrôlée :

L'installation relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement au titre de la rubrique listée ci-dessous :

- Rubrique : 2760-3
- Libellé de la rubrique : Installation de stockage de déchets
- nature de l'installation : installation de stockage de déchets inertes
- Volume maximal de déchets stockés : 443000 Tonnes (341000m3)
- Quantité annuelle maximale de déchets admissible : 22165 Tonnes.

Constats :

L'inspection des installations classée a consulté la déclaration GERP au titre de l'année 2024. L'exploitant a déclaré l'admission de 467 tonnes de béton et 81302 tonnes de terres, soit un total de 81769 tonnes de déchets inertes.

La quantité de déchets inertes reçus sur le site est supérieure à la quantité (22165 tonnes par an) fixée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2018. Aucun porter à connaissance n'a été transmis par l'exploitant afin de solliciter une adaptation de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral précité.

Les prescriptions réglementaires rappelées par le deuxième alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 novembre 2023 ne sont pas respectées.

Le dépassement de la quantité de déchets inertes reçus sur le site est récurrent depuis plusieurs années. L'inspection des installations classées a consulté les déclarations GERP antérieures à 2024. Ces déclarations montrent l'admission de :

- 68973,72 tonnes en 2023
- 69584,5 tonnes en 2022
- 39748 tonnes en 2021
- 27921 tonnes en 2020.

L'exploitant a précisé qu'environ 50 000 tonnes de déchets inertes devraient être reçus pour l'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : GEREP - Fiabilité des données

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Fiabilité des données
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a comparé les déclarations GEREP établies au titre des années 2022, 2023 et 2024.</p> <p>En 2022, le site a réceptionné 69584,5 tonnes de déchets inertes, la capacité restante étant de 137 000 m³.</p> <p>En 2023, le site a réceptionné 68973,72 tonnes de déchets inertes, la capacité restante étant de 110 000 m³.</p> <p>En 2024, le site a réceptionné 81769 tonnes de déchets inertes, la capacité restante étant de 135 000 m³.</p> <p>L'exploitant doit justifier la capacité restante au titre de l'année 2023 versus la capacité restante au titre de l'année 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Document d'acceptation préalable
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant ne demandait pas un document préalable d'acceptation à chaque producteur de déchets inertes.

Le 3 octobre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les documents préalables d'acceptation qu'il a demandé aux producteurs de déchets inertes. Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté trois documents :

- document provenant d'une société basée à Issoudun établi le 20 décembre 2024 pour la réception de béton et de terres et pour une quantité de 1517 tonnes,
- document provenant d'une société basée à Châteauroux établi le 20 décembre 2024 pour la réception de béton et de terres et pour une quantité de 515 tonnes,
- document provenant d'une société basée à Bouesse établi le 20 décembre 2024 pour la réception de béton et de terres et pour une quantité de 3318 tonnes.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre de suivi

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

<p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité : la dénomination usuelle, les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles, lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet: le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement [...], la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport des terres excavées et sédiments : la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial, la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production, l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur, l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement, la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement [...];</p> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets, Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments, lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que le registre d'admission des terres excavées et sédiments n'était pas complet.</p> <p>Le 3 octobre 2025, l'exploitant a présenté le registre d'admission des terres excavées et sédiments de début janvier au 30 septembre 2025. Ce registre comporte l'ensemble des items listés à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Enregistrement des données de traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021, article 2.II
Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/07/2023

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 16/12/2023

Prescription contrôlée :

Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

[...] La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

Constats :

Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant n'enregistrait pas les données liées à la traçabilité des déchets dans la base de données électroniques du Registre National des Terres excavées et Sédiments (RNDTS).

L'exploitant avait précisé qu'une tolérance avait été accordée par le ministère en charge de l'environnement pour l'enregistrement de ces données dans le RNDTS jusqu'à la fin de l'année 2025.

<p>Le 3 octobre 2025, l'inspection des installations classées a précisé à l'exploitant que cette tolérance concerne exclusivement la déclaration dans l'application Trackdéchets, des quantités de déchets reçus sur le site au titre de l'année 2025.</p> <p>L'exploitant n'enregistre pas les données liées à la traçabilité des déchets dans la base de données électroniques du Registre National des Terres excavées et Sédiments (RNDTS).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 9 : Voies de circulation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées. Les voies de circulation et aires de stationnement sont convenablement nettoyées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont correctement aménagées et convenablement nettoyées. Le sens de circulation des véhicules est clairement affiché sur le site. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>

Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu. Les abords de l'installation sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Réduction de l'impact sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Notice
Prescription contrôlée : L'exploitant récapitule dans une notice, disponible sur site, les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement. Y sont également précisées les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur site en fonction des conditions météorologiques).
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le protocole de sécurité générale du site ainsi que le protocole de sécurité de chargement/déchargement des déchets inertes établis au titre de l'année 2025. Ces documents comprennent l'ensemble des items listés à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Accès aux services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'accès
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le site dispose d'un accès permettant à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Seul un chargeur est utilisé sur le site pour le régalaage des déchets. Celui-ci est positionné sur une aire dédiée à cet effet. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.
Constats : L'exploitant a précisé qu'une seule personne était autorisée sur le site, à savoir le responsable d'exploitation. Celui-ci a reçu une formation sur l'utilisation des moyens de lutte contre un sinistre (extincteurs) par la société CPE. Cette formation est valable du 22 février 2024 au 22 février 2029. L'inspection des installations classées a constaté l'affichage de consignes dans le bungalow d'exploitation et à proximité immédiate de celui-ci. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Nature des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/10/2025, article R.512-47
Thème(s) : Situation administrative, Activités du site
Prescription contrôlée : La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
Constats : La société SETEC est autorisée par l'arrêté préfectoral du 7 juin 2019 à exploiter une installation de stockage de déchets inertes. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que certains déchets inertes réceptionnés sur le site étaient stockés isolément des autres, que ces déchets étaient concassés et réexpédiés vers une autre installation de la société SETEC. L'exploitant exerce une activité de tri, transit, regroupement et une activité de concassage de déchets inertes sans disposer d'un récépissé de déclaration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Moyens de lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre un sinistre
Prescription contrôlée : Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.
Constats : L'installation est équipée de trois extincteurs, l'un dans le bungalow d'exploitation, un autre près de la cuve à carburant et un autre sur le chargeur. Ces extincteurs ont été vérifiés par FRANCE PROTECTION INCENDIE en janvier 2025. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : Dans le cas d'une situation accidentelle qui entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significative et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.
Constats : Le contrôle de la qualité des eaux souterraines est réalisé à l'aide de deux piézomètres : PZ1 en amont et PZ2 en aval. L'inspection des installations classées a constaté que ces équipements étaient dotés d'une tête cadenassée. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées par SGS le 28 novembre 2024. Les paramètres pH, température, conductivité, hydrocarbures totaux et métaux (mercure, arsenic, cadmium, cuivre, nickel, plomb et zinc) ont tous été analysés. Tous les résultats sont inférieurs aux seuils de quantification. Le relevé de la hauteur d'eau dans

<p>chaque piézomètre est également mentionné sur les résultats des analyses. SGS est intervenu sur le site le 24 septembre 2025 afin de réaliser les prélèvements dans les deux piézomètres. L'exploitant est en attente des résultats d'analyses. Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Accès au site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de stockage est protégée pour empêcher le libre accès au site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté l'absence de la clôture côté nord du site sur plusieurs dizaines de mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours